

30 janvier 2020

(20-0742)

Page: 1/8

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION – 2017

CHINE

La communication ci-après, datée du 23 janvier 2020, est distribuée à la demande de la délégation de la Chine.

Le présent questionnaire doit servir à recueillir des renseignements sur les formalités de licences et autres formalités administratives similaires² qui sont encore en vigueur et appliquées dans les territoires douaniers relevant des dispositions du GATT de 1994. Si les modalités ou méthodes d'application des régimes de licences ou autres formalités administratives similaires diffèrent selon les catégories de produits, les pays de provenance ou les modes d'importation, il y aura lieu de décrire séparément chacune d'entre elles en réponse aux questions qui s'y rapportent.

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation de la Chine comprend essentiellement des licences d'importation et des licences d'importation automatiques. De plus, certaines marchandises sont soumises à des contingents tarifaires à l'importation.

En outre, la Chine applique un régime de licences d'importation (ou d'exportation) pour certaines matières à double usage dans le but de protéger la sécurité nationale et l'intérêt public et de s'acquitter de ses obligations au titre des accords internationaux applicables.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. En 2017, le régime de licences d'importation s'appliquait à toutes les marchandises inscrites sur la Liste des marchandises soumises à licence d'importation en 2017 (Annonce n° 85 [2016] du Ministère du commerce, de l'Administration nationale des douanes et de l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine), y compris les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et des produits mécaniques ou électroniques usagés clés.

En 2017, le régime de licences d'importation automatiques s'appliquait aux marchandises inscrites sur la Liste des marchandises soumises à licence d'importation automatique en 2017 (Annonce n° 84 [2016] du Ministère du commerce et de l'Administration nationale des douanes).

En 2017, le régime de contingents tarifaires à l'importation s'appliquait aux marchandises visées par le Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'OMC, y compris les marchandises relevant des 47 lignes tarifaires à 8 chiffres ci-après, telles que céréales, coton, sucre, laine, laine peignée, engrais, etc. (voir le tableau 1).

¹ Voir l'annexe du document G/LIC/3 pour le questionnaire.

² Les "formalités similaires" s'entendent des visas techniques, systèmes de surveillance, arrangements de prix minimaux et autres examens administratifs préalables en tant que condition à l'entrée des importations.

Tableau 1

10011100	10011900	10019100	10019900	10051000
10059000	10061011	10061019	10061091	10061099
10062010	10062090	10063010	10063090	10064010
10064090	11010000	11022000	11029011	11029019
11031100	11031300	11031921	11031929	11032010
11042300	17011200	17011300	17011400	17019100
17019910	17019920	17019990	31021000	31052000
31053000	51011100	51011900	51012100	51012900
51013000	51031010	51051000	51052100	51052900
52010000	52030000			

3. Le régime de licences d'importation de la Chine s'applique indépendamment de l'origine des produits ou des lieux de provenance, sauf indication contraire dans les accords de libre-échange conclus par la Chine et les pays ou régions concernés.

4. La Chine n'a maintenu aucune restriction quantitative qui ne soit pas conforme aux règles de l'OMC ou aux engagements pris par la Chine au moment de son accession à l'OMC.

Actuellement, le régime de licences d'importation s'applique en Chine aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone et à certaines machines usagées. Les substances qui appauvrissent la couche d'ozone sont soumises à des restrictions en vertu des obligations découlant pour la Chine du *Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone*, et certaines machines usagées sont soumises à des licences d'importation dans le but de servir des intérêts sociaux et de protéger l'environnement ainsi que la santé et la sécurité des consommateurs.

Le régime de licences d'importation automatiques s'applique à certaines marchandises qui peuvent être importées librement, dans le but de surveiller ces importations et d'établir des statistiques sur les échanges. Sa teneur et ses modalités d'application sont conformes à l'*Accord relatif aux procédures en matière de licences d'importation*. Aucune restriction n'est imposée en ce qui concerne le volume ou la valeur des importations.

Les contingents tarifaires à l'importation ont été convenus à la suite de négociations menées entre la Chine et d'autres Membres de l'OMC selon les termes des Accords de l'OMC qui s'appliquent à l'importation de certaines marchandises. Il s'agit d'un arrangement tarifaire préférentiel et non d'une mesure de restriction quantitative.

5. La *Loi sur le commerce extérieur* (promulguée par le Décret n° 22 [1994] du Président et modifiée par le Décret n° 15 [2004] du Président), la *Loi sur les licences administratives* (Décret n° 7 [2003] du Président) et le *Règlement concernant l'administration des régimes d'importation et d'exportation applicables aux marchandises* (Décret n° 332 [2001] du Conseil d'État) établissent le régime de base et les principes juridiques régissant la délivrance des licences d'importation. En vertu des lois et réglementations ci-dessus, s'agissant des marchandises soumises à licence d'importation et à licence d'importation automatique, les règles actuellement en vigueur, établies par le Ministère du commerce (auparavant dénommé Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique) et les autorités connexes, sont énoncées dans les *Mesures concernant le régime de licences d'importation pour les marchandises* (Décret n° 27 [2004] du Ministère du commerce), les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation automatiques pour les marchandises* (Décret n° 26 [2004] du Ministère du commerce et de l'Administration générale des douanes), les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation pour les produits électromécaniques* (Décret n° 7 [2008] du Ministère du commerce, de l'Administration générale des douanes et de l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine), les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation pour certains produits électromécaniques usagés* (Décret n° 5 [2008] du Ministère du commerce, de l'Administration générale des douanes et de l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine) et les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation automatiques pour les produits électromécaniques* (Décret n° 6 [2008] du Ministère du commerce et de l'Administration générale des douanes). Conformément à ces règles, le Ministère du commerce établit chaque année, sous la forme d'annonces, la *Liste des marchandises soumises à licence d'importation* et la *Liste des marchandises soumises à licence d'importation automatique* ainsi que les modifications apportées à ces listes. En outre, d'autres règles et mesures administratives se rapportant aux licences

d'importation sont actuellement en vigueur: les *Mesures administratives applicables aux autorités chargées de délivrer des licences d'importation et d'exportation pour les marchandises* (Décret n° 3 [2010] du Ministère du commerce), le *Règlement concernant l'administration des licences d'importation et d'exportation* (Décret n° 1 [2012] du Ministère du commerce) et les *Règles pratiques sur la délivrance des licences d'importation* (Circulaire Shang Pei Fa n° 360 [2007]).

En ce qui concerne les procédures de licences d'importation pour les marchandises soumises à contingent tarifaire, qui relèvent du *Règlement concernant l'administration des régimes d'importation et d'exportation applicables aux marchandises* (Décret n° 332 [2001] du Conseil d'État), les règles actuellement en vigueur sont les *Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles* (Décret n° 4 [2003] du Ministère du commerce et de la Commission nationale pour le développement et la réforme) et les *Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation d'engrais* (Décret n° 27 [2002] de l'ancienne Commission pour l'économie et le commerce et de l'Administration générale des douanes). Conformément à ces règles, le Ministère du commerce et la Commission nationale pour le développement et la réforme publient chaque année, sous la forme d'annonces, les exigences relatives au volume, aux moyens de distribution et à la présentation des demandes de contingents tarifaires.

En ce qui concerne les matières à double usage, les règles administratives établies par le Conseil d'État comprennent le *Règlement sur le contrôle des exportations de matières nucléaires* (Décret n° 480 [2006] du Conseil d'État), le *Règlement sur le contrôle des exportations de matières nucléaires à double usage et de technologies connexes* (Décret n° 484 [2007] du Conseil d'État), le *Règlement sur le contrôle des exportations de missiles et des équipements et technologies connexes* (Décret n° 361 [2002] du Conseil d'État), le *Règlement sur le contrôle des exportations de produits biologiques à double usage et des équipements et technologies connexes* (Décret n° 365 [2002] du Conseil d'État), le *Règlement concernant l'administration des produits chimiques réglementés* (Décret n° 190 [1995] du Conseil d'État), le *Règlement concernant l'administration des précurseurs chimiques utilisés pour produire des stupéfiants* (Décret n° 445 [2005] du Conseil d'État) et les *Mesures de contrôle des exportations de certains produits chimiques et des équipements et technologies connexes* (Décret n° 33 [2002] de l'ancien Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique, de l'ancienne Commission nationale pour l'économie et le commerce et de l'Administration générale des douanes). Conformément aux règles administratives susmentionnées, les règles actuellement en vigueur sont les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation et d'exportation pour les matières et technologies à double usage* (Décret n° 29 [2005] du Ministère du commerce et de l'Administration générale des douanes) et l'Annonce du Ministère du commerce relative aux dispositions régissant la gestion des importations et exportations de précurseurs chimiques (Annonce n° 7 [2006]), conformément auxquelles le Ministère du commerce publie chaque année, sous la forme d'annonces, la *Liste concernant les licences d'importation et d'exportation pour les matières et technologies à double usage* ainsi que les modifications apportées à cette liste.

Modalités d'application

6. La Chine n'a maintenu aucune restriction quantitative qui ne soit pas conforme aux règles de l'OMC. Les produits soumis à des contingents tarifaires à l'importation en 2017 comprenaient le maïs, le blé, le riz, le sucre, le coton, la laine, la laine peignée et les engrais; les contingents tarifaires pour ces produits sont appliqués globalement. Par ailleurs, la Chine a imposé en 2017 des contingents tarifaires par pays pour la laine et la laine peignée en provenance de Nouvelle-Zélande, conformément à l'*Accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et la Chine*. La Chine impose des contingents tarifaires par pays sur les laines en provenance d'Australie conformément à l'*Accord de libre-échange entre l'Australie et la Chine*.

- I. Les autorités qui attribuent les contingents tarifaires, à savoir le Ministère du commerce et la Commission nationale pour le développement et la réforme, publient des renseignements sur le volume, les exigences relatives à la présentation des demandes et les principes de répartition des contingents globaux et des contingents par pays pour l'année qui suit, sous la forme d'annonces disponibles sur les sites Web officiels des autorités qui attribuent les contingents. Les annonces qui ont été faites en 2017 concernant la répartition des contingents tarifaires comprennent:

- 1) les documents intitulés *Exigences relatives à la présentation des demandes et principes de répartition des contingents tarifaires pour l'importation de céréales en 2017* et *Exigences relatives à la présentation des demandes et principes de répartition des contingents tarifaires pour l'importation de coton en 2017*, publiés dans l'Annonce n° 23 [2016] de la Commission nationale pour le développement et la réforme;
 - 2) les *Règles détaillées régissant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de laine et de laine peignée en 2017* et les *Règles détaillées concernant l'application et la répartition des contingents tarifaires pour l'importation de sucre en 2017*, publiées par le Ministère du commerce respectivement dans l'Annonce n° 66 [2016] et l'Annonce n° 53 [2016], et le document intitulé *Volume, principes de répartition et procédure de présentation des demandes de contingents tarifaires pour l'importation d'engrais en 2017*, publié dans l'Annonce n° 56 [2016] du Ministère du commerce;
 - 3) l'Annonce n° 11 [2017] concernant la réattribution des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles en 2017, publiée par la Commission nationale pour le développement et la réforme et le Ministère du commerce;
 - 4) les *Règles d'application régissant l'administration des contingents tarifaires par pays à l'importation de laine et de laine peignée néo-zélandaise et de laines australiennes en 2017*, publiées dans l'Annonce n° 6 [2017] du Ministère du commerce et de l'Administration générale des douanes.
- II. Le volume total des contingents tarifaires est déterminé annuellement. Les contingents tarifaires pour les céréales, le coton et le sucre sont attribués aux utilisateurs finals avant le 1^{er} janvier de chaque année et sont valables pour toute l'année civile du calendrier grégorien. En ce qui concerne les marchandises qui ont été chargées avant le 31 décembre, les licences contingentaires peuvent être prolongées jusqu'à fin février de l'année suivante. La durée de validité des certificats de contingent délivrés aux détenteurs de contingents de céréales, de coton et de sucre pour dédouaner les marchandises s'étend sur l'ensemble de l'année civile du calendrier grégorien.
- Les contingents de laine, de laine peignée et d'engrais sont attribués selon l'ordre d'arrivée des demandes avec contrats. En 2017, les détenteurs de certificats de contingent disposaient de trois mois pour dédouaner leurs marchandises.
- III. Les détenteurs de contingents doivent retourner le reliquat de l'année dans le délai imparti chaque année, afin de permettre leur réattribution. Pour faire en sorte que les contingents attribués soient effectivement utilisés pour des importations, tout importateur qui n'a pas utilisé la totalité de son contingent et qui n'a pas retourné le reliquat dans le délai prescrit verra son contingent tarifaire réduit d'autant l'année suivante.
- IV. Pour les marchandises soumises à des contingents tarifaires à l'importation, et exception faite des contingents attribués selon l'ordre d'arrivée des demandes, le délai imparti pour le dépôt des demandes de licences est de 15 jours.
- V. Pour les marchandises soumises à des contingents tarifaires à l'importation, et exception faite des contingents attribués selon l'ordre d'arrivée des demandes, le délai de traitement des demandes est de deux mois à compter de l'expiration du délai imparti pour le dépôt des demandes.
- VI. Pour les marchandises soumises à des contingents tarifaires à l'importation, il devrait y avoir un jour au moins entre la délivrance des certificats de contingent et la date d'ouverture de la période d'importation.
- VII. Pour les marchandises soumises à des contingents tarifaires à l'importation, les demandeurs peuvent déposer leurs demandes de licences auprès des organes agréés par le Ministère du commerce pour le sucre, la laine, la laine peignée et les engrais, ou auprès de la Commission nationale pour le développement et la réforme pour les céréales et le coton. Ces organes transmettent les demandes au Ministère du commerce ou à la Commission nationale pour le

développement et la réforme, qui attribuent ensuite aux demandeurs des contingents tarifaires à l'importation par l'intermédiaire de l'organe agréé. Après avoir obtenu le certificat de contingent tarifaire, les détenteurs de contingents tarifaires à l'importation ne sont pas tenus de présenter d'autres demandes de licences d'importation.

- VIII. Si les contingents tarifaires à l'importation ne permettent pas de répondre à l'ensemble des demandes déposées par les demandeurs remplissant les conditions requises, la répartition des contingents tarifaires pour les céréales, le coton et le sucre sera effectuée en fonction des périodes antérieures, de la capacité de production et de transformation, du volume d'activité et d'autres facteurs connexes; les contingents tarifaires pour la laine, la laine peignée et les engrais seront attribués selon l'ordre d'arrivée des demandes.

Le département chargé de la répartition des contingents tarifaires publiera les règles détaillées concernant le dépôt des demandes et l'attribution des contingents tarifaires à l'importation; ces règles définissent les exigences que doivent remplir les demandeurs et les nouveaux importateurs. Les nouveaux importateurs, comme les autres demandeurs, déposeront des demandes de contingents entre le 15 et le 30 octobre de chaque année pour l'année suivante.

Une fois déposées les demandes de contingents tarifaires à l'importation, l'autorité administrative chargée des contingents procède à leur attribution dans un délai de deux mois.

- IX. Les procédures de demande de contingents tarifaires à l'importation (procédures de demande de licences d'importation) s'appliquent aux marchandises soumises à des contingents tarifaires à l'importation, indépendamment de la question de savoir si des permis d'exportation sont délivrés ou non par les pays exportateurs. Les demandeurs de contingents tarifaires à l'importation n'ont pas à demander de licences pour leurs marchandises une fois qu'ils ont obtenu un certificat de contingent tarifaire aux fins du dédouanement.

- X. Sans objet.

- XI. Il n'y a pas de telle condition.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation des marchandises soumises à licence d'importation automatique ou à licence d'importation.

- a) En ce qui concerne les marchandises soumises à licence d'importation automatique, l'autorité chargée de les délivrer approuve sur réception, dans la mesure du possible, les demandes de licences qui sont remplies correctement et complètement, et dans un délai de 10 jours ouvrables au plus dans certaines circonstances particulières.

Dans le cas d'une demande qui remplit les conditions requises, l'autorité compétente délivre la licence d'importation dans un délai de 3 jours ouvrables après sa réception et de 10 jours ouvrables au plus dans certaines circonstances particulières (à l'exclusion du temps nécessaire pour obtenir les documents et les autorisations requises avant de pouvoir importer des substances appauvrissant la couche d'ozone et de certains produits mécaniques ou électroniques usagés).

- b) En ce qui concerne les marchandises soumises à licence d'importation automatique, l'autorité chargée de les délivrer approuve sur réception, dans la mesure du possible, les demandes de licences qui sont remplies correctement et complètement, et dans un délai de 10 jours ouvrables au plus dans certaines circonstances particulières.

- c) Il n'y a pas de limitation.

- d) Pour les marchandises soumises à licence d'importation automatique, les demandeurs n'ont qu'à déposer leurs demandes auprès du Ministère du commerce ou de ses établissements agréés.

Pour les marchandises soumises à licence d'importation, les demandeurs doivent d'abord déposer leurs demandes auprès des autorités compétentes, eu égard aux différents types de marchandises, et retirer ensuite leurs licences d'importation auprès du Ministère du commerce

ou de ses établissements agréés une fois qu'elles ont été approuvées. Les demandeurs admissibles peuvent obtenir leurs licences d'importation dans un délai de 3 jours ouvrables au plus et dans un délai de 10 jours ouvrables au plus dans certaines circonstances particulières.

8. Si l'État décide de prendre des mesures provisoires pour prohiber l'importation ou imposer des restrictions quantitatives à l'importation de marchandises soumises à licence d'importation automatique, la délivrance des licences d'importation automatiques cessera dès la date de prise d'effet des mesures provisoires.

Si le demandeur d'une licence d'importation ne se conforme pas aux dispositions des chapitres II et III des *Mesures concernant l'administration des licences d'importation pour les marchandises* (Décret n° 27 [2004] du Ministère du commerce), sa demande de licence peut être rejetée.

Les raisons du rejet sont communiquées à l'intéressé, qui sera informé de son droit à demander un réexamen administratif ou à interjeter un recours administratif.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Pour les marchandises soumises à des licences d'importation, à des licences d'importation automatiques ou à des contingents tarifaires à l'importation, exception faite des marchandises soumises au régime du commerce d'État, qui doivent être importées par des représentants d'entreprises commerciales d'État, toute personne ou entreprise qui satisfait aux conditions commerciales et juridiques peut déposer une demande de licence pour l'importation. Une liste des entreprises commerciales d'État a été publiée.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Les renseignements à donner et les documents exigés pour déposer une demande de licence d'importation sont énumérés en détail dans les chapitres II et III des *Mesures concernant l'administration des licences d'importation pour les marchandises* (Décret n° 27 [2004] du Ministère du commerce).

Les renseignements à donner et les documents exigés pour déposer une demande de licence automatique d'importation sont énumérés en détail dans l'article 8 des *Mesures concernant l'administration des licences d'importation automatiques pour les marchandises* (Décret n° 26 [2004] du Ministère du commerce et de l'Administration générale des douanes).

Les renseignements à donner afin de déposer une demande de contingent tarifaire à l'importation pour des produits agricoles sont énumérés en détail dans les documents intitulés *Exigences relatives à la présentation des demandes et principes de répartition des contingents tarifaires pour l'importation de céréales en 2017* et *Exigences relatives à la présentation des demandes et principes de répartition des contingents tarifaires pour l'importation de coton en 2017*, publiés dans l'Annonce n° 23 [2016] de la Commission nationale pour le développement et la réforme, ainsi que dans les *Règles détaillées régissant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de laine et de laine peignée en 2017* et les *Règles détaillées concernant l'application et la répartition des contingents tarifaires pour l'importation de sucre en 2017*, publiées par le Ministère du commerce respectivement dans l'Annonce n° 66 [2016] et l'Annonce n° 53 [2016].

Les renseignements à donner pour demander des contingents tarifaires pour l'importation d'engrais sont énumérés en détail dans le document intitulé *Volume, principes de répartition et procédure de présentation des demandes de contingents tarifaires pour l'importation d'engrais en 2017*, publié dans l'Annonce n° 56 [2016] du Ministère du commerce.

11. Les documents exigés lors de l'importation effective de marchandises soumises à licence d'importation sont énumérés en détail dans les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation pour les marchandises* (Décret n° 27 [2004] du Ministère du commerce) et les *Règles pratiques sur la délivrance des licences d'importation* (Circulaire Shang Pei Fa n° 360 [2007]).

Les documents exigés lors de l'importation effective de marchandises soumises à licence d'importation automatique sont énumérés en détail dans les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation automatiques pour les marchandises* (Décret n° 26 [2004] du Ministère du commerce et de l'Administration générale des douanes).

Les documents exigés lors de l'importation effective de produits agricoles soumis à des contingents tarifaires à l'importation sont énumérés en détail dans le chapitre II des *Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles* (Décret n° 4 [2003] du Ministère du commerce et de la Commission nationale pour le développement et la réforme).

Les documents exigés lors de l'importation effective d'engrais soumis au régime de contingents tarifaires à l'importation sont énumérés en détail dans l'article 13 des *Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation d'engrais* (Décret n° 27 [2002] de l'ancienne Commission nationale pour l'économie et le commerce et de l'Administration générale des douanes).

12. Non.

13. Non.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La licence d'importation est valable un an, mais elle doit être utilisée avant la fin de l'année civile; sa validité peut être prolongée une fois pour une durée maximale de trois mois.

La licence automatique d'importation est valable six mois, mais elle doit être utilisée avant la fin de l'année civile. Si sa validité doit être prolongée, le détenteur de la licence doit s'acquitter de formalités auprès de l'autorité ayant initialement délivré la licence.

Le certificat de contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles est valable un an, mais il doit être utilisé avant la fin de l'année civile; sa validité peut être prolongée tout au plus jusqu'à février de l'année suivante. Les certificats de contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles délivrés selon l'ordre d'arrivée des demandes étaient valables pour une durée de trois mois à compter de leur délivrance en 2017, mais ils devaient être utilisés avant le 31 décembre 2017; leur validité pouvait être prolongée tout au plus jusqu'à février de l'année suivante.

Le certificat de contingent tarifaire pour l'importation d'engrais en 2017 est valable trois mois à compter de la délivrance et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2017.

15. En ce qui concerne les marchandises soumises à des contingents tarifaires à l'importation, les détenteurs de contingents doivent retourner les parts non utilisées durant l'année dans un délai qui leur est imparti chaque année, afin qu'elles puissent être réattribuées. Afin de veiller à ce que tous les contingents tarifaires qui ont été attribués soient utilisés pour effectuer des importations, quiconque n'a pas utilisé entièrement durant l'année le contingent tarifaire qui lui a été attribué et qui n'a pas retourné le reliquat dans le délai prescrit verra son contingent tarifaire réduit d'autant l'année suivante.

L'administration qui délivre les licences demandera à l'autorité chargée de délivrer des contingents tarifaires pour les engrais de rappeler aux entreprises dont le taux d'utilisation est inférieur à 25% au premier trimestre de retourner en temps voulu les contingents non utilisés, de prévenir et avertir les entreprises dont le taux d'utilisation est inférieur à 25% au deuxième trimestre, et, pour les entreprises dont le taux d'utilisation est inférieur à 25% au troisième trimestre, de réduire de 50% le volume du contingent tarifaire, de cesser de délivrer de nouveaux certificats de contingent tarifaire pour l'importation d'engrais ou de prendre d'autres mesures.

La non-utilisation totale ou partielle d'une licence d'importation ou d'une licence d'importation automatique n'entraîne pas de sanction.

16. Les licences d'importation, les licences d'importation automatiques et les certificats de contingent tarifaire sont incessibles.

17. Il n'y a pas d'autres conditions.

Autres formalités

18. Il faut obtenir des certificats d'inspection et de quarantaine délivrés par l'autorité chargée d'inspecter la qualité avant de pouvoir importer des marchandises inscrites dans le Catalogue officiel des produits soumis à inspection.

19. La Chine ne maintient pas de limitation sur les paiements internationaux au titre du commerce des marchandises.
